



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

GRÈVES

Direction générale des impôts

Répertoire méthodique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Grèves à la Direction Générale des Impôts.....	<u>7</u>
Année 1967.....	<u>7</u>
Année 1969.....	<u>7</u>
Année 1970.....	<u>7</u>
Année 1971.....	<u>7</u>
Année 1972.....	<u>8</u>
Année 1973.....	<u>8</u>
Année 1974.....	<u>9</u>

Référence

B-0019241/1 - B-0019257/5

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Grèves à la direction générale des impôts.

Dates extrêmes

1967-1974

Noms des principaux producteurs

Direction générale des impôts.

Importance matérielle

17 boîtes, soit 2,05 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Suivant les articles L213-1 et L213-2 du Code du Patrimoine, un délai de 50 ans s'applique à tous les documents.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement PH 31/76 du 30 septembre 1976.

Historique du producteur

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières,

Contentieux), enfin à trois en 1998 (Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF est placée sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique et chronologique.

Présentation du contenu

Ce classement traite des grèves à la direction générale des impôts de 1967 à 1974 et de leur prise en charge par l'administration. Il se compose de circulaires syndicales qui motivent les arrêts de travail et du traitement des données par la Direction du personnel. Ces dernières donnent lieu, notamment, à des correspondances entre le directeur et les directeurs régionaux, des statistiques, des états de retenues de traitement ainsi que le recensement des effectifs absents ou présents sur sites.

Indexation
conflit du travail

B-0019241/1 – B-0019257/5

Grèves à la Direction Générale des Impôts.

1966-1974

B-0019241/1 – B-0019242/1

Année 1967.

1967

B-0019241/1

Grève du 1^{er} février 1967 : comptes rendus, états nominatifs des agents absents, retenues pour les journées de grèves

1967

B-0019242/1

Grève du 17 mai 1967: comptes rendus de la grève, état nominatif des agents absents.

1967

B-0019243/1

Année 1969. – Grève du 11 mars : comptes rendus, retenues de traitement, liste nominative des agents ayant cessé le travail.

1969

B-0019244/1 - B-0019246/1

Année 1970.

1970-1971

B-0019244/1

Grève du zèle du 22 janvier 1970 dans les centres mécanographiques : listes des programmeurs en état d'absence, retenues pour journée de grève, notes pour la direction du personnel et des services généraux, comptes rendus de la grève, notes pour le directeur des Impôts, notes pour les ministres.

1970

B-0019244/2

Grève administrative du 13-23 mars 1970 : lettres aux directeurs, circulaires communes, comptes rendus.

1970

B-0019244/3

Grève du 28 mai 1970: comptes rendus, retenues de traitement, comptes rendus téléphoniques, listes nominative des agents ayant cessé le travail.

1970

B-0019245/1 - B-0019246/1

Grève des 15, 16, 17 et 18 décembre 1970.

1970-1971

B-0019245/1

Comptes rendus, retenues de traitements, rapport du directeur de l'Aisne, circulaires syndicales.

1970-1971

B-0019246/1

Listes nominatives, notes au directeur, comptes rendus téléphoniques, retenues de traitement, relevés des comptes rendus statistiques, notes pour Mr les ministres, arrêt de travail et circulaires.

1970

B-0019247/1

Année 1971. – Grèves : comptes rendus, listes nominatives des agents ayant contrevenu à l'interdiction de faire la grève, état des retenues de traitement, notes pour les directeurs et la direction du personnel, comptes rendus téléphoniques.

	1971
B-0019248/1 – B-0019249/3	
Année 1972.	
	1972
B-0019248/1	
Grèves de 1972 : comptes rendus, listes nominatives, retenues de traitement.	1972
B-0019248/2	
Mouvement de grève du 29 mai 1972 au centre régional d' informatiques de Reims : notes.	1972
B-0019248/3	
Grève du 23 juin 1972 : comptes rendus, notes de rappel à 32 directions, , retenues de traitements.	1972
B-0019249/1	
Grève du 26 octobre 1972 : motion commune des syndicats, comptes rendus certificat négatif, rappel téléphonique aux directions.	1972
B-0019249/2	
Grève du 14 novembre 1972 : comptes rendus téléphoniques, retenues de traitements, état statistique et liste nominations.	1972
B-0019249/3	
Grève du 14 décembre 1972 : état .	1972
B-0019250/1 – B-0019253/1	
Année 1973.	
	1973
B-0019250/1	
Grève du 11 octobre 1973 : motions déposées par les sections locales des organisations professionnelles, notes pour les directeurs, rappels téléphoniques, liste nominative, circulaires, retenues de traitement.	1973
B-0019251/1	
Grève du 6 novembre 1973 : notes, comptes rendus téléphoniques.	1973
B-0019251/2	
Grève du 7 novembre 1973 : listes nominatives, comptes rendus téléphoniques.	1973
B-0019251/3	
Grève du 8 novembre 1973 : retenues pour journée de grève, états statistiques des résultats constatés, listes nominatives.	1973
B-0019252/1	
Grève du 5 décembre 1973 : retenues de traitement, comptes rendus téléphoniques, comptes rendus de la grève.	1973
B-0019252/2	
Grève du 6 décembre 1973 : comptes rendus téléphoniques, retenues de traitement, comptes rendus de la grève.	1973

1973

B-0019253/1

Mouvements de grève 1973 : journée de grève du Val de Marne (16 janvier 1973), mouvement de grève à la direction des services fiscaux de Corse (26 février 1973), ordre de grève à la Réunion (16 mars 1973), protestation contre l'agitation anti-fiscale et ses conséquences (14 au 20 mai 1973), arrêt de travail à Besançon (16 août 1973), grève du 29 mai 1973, protestation contre les événements du Chili (17 septembre 1973), grève centre de Paris (4 au 29 octobre 1973), grève du 1^{er} au 15 novembre 1973.

1973

B-0019254/1 – B-0019257/5

Année 1974.

1974

B-0019254/1

Mouvements de grève 1974 : comptes rendus de certificats négatifs, comptes rendus téléphoniques, retenues pour la journée de grève.

1974

B-0019255/1

Grève du 7 novembre 1974 : états statistiques, états nominatifs des agents grévistes, comptes rendus téléphoniques, retenues de traitement.

1974

B-0019256/1

Grève du 13 novembre 1974 : notes, retenues de traitement, comptes rendus téléphoniques, états statistiques, listes nominatives.

1974

B-0019256/2

Grève du 14 novembre 1974 : comptes rendus téléphoniques, retenues de traitement, comptes rendus états statistiques, états nominatifs.

1974

B-0019257/1

Grève du 15 novembre 1974 : comptes rendus.

1974

B-0019257/2

Grève du 19 novembre 1974 : comptes rendus téléphoniques, retenues de traitement, états statistiques, états nominatifs.

1974

B-0019257/3

Grève du 20 novembre 1974 : comptes rendus téléphoniques, retenues du traitement.

1974

B-0019257/4

Grève du 26 novembre 1974 : comptes rendus, états nominatifs, comptes rendus téléphoniques.

1974

B-0019257/5

Mouvements de grèves 1974 : retenues de salaire, comptes rendus, états nominatifs.

1974